

Déclaration.

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges, voulant assurer d'une manière plus prompte l'extradition des criminels, le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement de Luxembourg, d'une part, et le Chargé d'Affaires de Belgique à Luxembourg, d'autre part, dûment autorisés, sont par la présente Déclaration convenus de ce qui suit :

Article 1^{er}

Est abrogé l'article 10 de la Convention d'extradition du 23 octobre 1872, qui est ainsi conçu :

„ Les prévenus, accusés ou condamnés, qui ne
„ sont sujets ni de l'un ni de l'autre des deux Etats,
„ ne seront livrés au Gouvernement qui aura réclame
„ leur extradition que lorsque l'Etat auquel ils
„ appartiennent et qui sera informé de la demande
„ d'extradition par le Gouvernement auquel celle-ci
„ a été adressée, ne s'opposera pas à leur extradition.”

Article 2.

La présente déclaration entrera en vigueur
dix jours après sa publication dans les formes
prescrites par la législation des deux pays.

En foi de quoi les soussignés ont dressé la
présente déclaration, qu'ils ont revêtue du cachet
de leurs armes.

Fait en double expédition à Luxembourg le
16 novembre 1899.



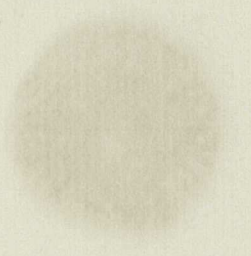
Eugène



M. Michotte d'Orléans

My friend, Mr. [unclear]
I have just [unclear]
[unclear] [unclear] [unclear]

I have [unclear] [unclear] [unclear]
[unclear] [unclear] [unclear]
[unclear] [unclear] [unclear]
[unclear] [unclear] [unclear]



Yours truly,
[unclear]



W. B. [unclear]